Baromètre de confiance politique

Colère contre la vie chère : Emmanuel Macron à un de ses plus bas niveaux de confiance, la défiance change de registre

Interview de Jean-Daniel Lévy – Octobre 2026

Une étude Toluna Harris Interactive pour LCI

Que retenir de cette étude ?

Le mois d'octobre a été marqué par le mouvement national de protestation contre la vie chère et par les violences qui l'ont accompagné. Dans ce contexte, **le regard porté sur la situation du pays se dégrade encore : 89% des Français la jugent mauvaise (+5 points), dont 56% « très mauvaise » (+9)**, alors même que leur situation personnelle reste majoritairement jugée bonne (55%, +5). C'est moins le quotidien de chacun que l'état du pays (et la capacité de ceux qui le dirigent à y répondre) qui sont aujourd'hui en cause.

La confiance en Emmanuel Macron recule de 5 points (25%) et atteint son plus bas niveau historique qui n'avait été atteint que deux fois : en octobre 2025 et en décembre 2025 dans les contextes de démission de Sébastien Lecornu et de vote du PLFSS. Le repli se lit également dans l'intensité : seuls 9% des Français lui accordent tout à fait leur confiance (-3). Il ne vient ni du socle macroniste, stable (64% des sympathisants d'Ensemble, +2), ni des proches du Rassemblement national, déjà très défiants (13%), mais de franges qui lui accordaient encore un crédit relatif : sympathisants insoumis (29%, -13), écologistes (25%, -11), Républicains (19%, -10). **Sébastien Lecornu résiste nettement mieux (29%, -1)** : l'écart entre les deux têtes de l'exécutif, nul en septembre, s'accroît à nouveau, le Premier ministre bénéficiant d'un net raffermissement auprès des sympathisants du bloc central (74%, +9).

Il est frappant de voir que, si l'on suit la logique des institutions, le Premier Ministre aurait dû pâtir de la situation sociale. A tout le moins plus que le locataire de l'Élysée. On voit que ce n'est pas le cas. L'exposition médiatique du Président de la République lui a peut-être été préjudiciable.

Tout ceci se déroule dans le **contexte d'un mouvement contre la vie chère qui bénéficie d'un soutien majoritaire** (58%, contre 25% qui ne le soutiennent pas)[1], massif à gauche (77%) mais également majoritaire chez les sympathisants du RN (60%) comme des Républicains (51%) ; seuls les proches du bloc central sont distants (38% de soutien). Comme souvent, les Français peuvent faire la différence entre le fond et la forme. En effet si les Français soutiennent le mouvement, les violences sont quant à elles nettement désapprouvées (65%) : 9% les approuvent et 25% les « comprennent » sans les approuver, une compréhension qui atteint 36% chez les moins de 35 ans (21% d'entre eux les approuvant).

Comme souvent également, lorsque l'on pose la question de confiance circonstanciée à un enjeu (en l'espèce concernant les prises de position des

[1] Étude Toluna Harris Interactive pour LCI sur le mouvement de protestation contre la vie chère, réalisée en ligne du 27 au 29 octobre 2026 auprès d'un échantillon de 1 041 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus..

responsables politiques au cours de cette séquence), les Français déclarent d'abord être satisfaits des prises de position de Marine Le Pen (42%) et Jordan Bardella (40%), loin devant Bruno Retailleau (26%), Sébastien Lecornu (22%) ou Édouard Philippe (21%). **Emmanuel Macron ne satisfait que 17% des Français (72% d'insatisfaits, dont 57% « pas du tout satisfaits »)** et moins d'un sympathisant d'Ensemble sur deux (49%).

Ce que disent les Français : la défiance change de registre

Comme chaque mois, nous avons demandé aux Français d'exprimer, avec leurs propres mots, les raisons de leur confiance ou de leur défiance à l'égard du Président de la République et du Premier ministre[2]. La comparaison des réponses recueillies en septembre et en octobre permet de qualifier la nature du décrochage présidentiel.

Premier enseignement : le socle de la défiance envers Emmanuel Macron est remarquablement stable. Les griefs exprimés sont, pour l'essentiel, ceux du mois précédent : un bilan jugé négatif et « l'état du pays » (26% des personnes ne lui faisant pas confiance), l'incompétence ou l'inaction (24%), la déconnexion et le mépris (19%), les mensonges et promesses non tenues (15%), la dette et les déficits (12%). Le recul d'octobre ne procède donc pas de l'émergence de nouveaux reproches, mais d'un **déplacement du registre de la critique**.

Raisons spontanées de la non-confiance en Emmanuel Macron (en %)

Motifs évoqués (Question ouverte, réponses spontanées)	Septembre 2026	Octobre 2026	Évolutions
Bilan jugé négatif, « état du pays »	24	**26**	**+2**
Incompétence, inaction, mauvaises décisions	20	**24**	**+4**
Déconnexion, mépris, « n'écoute pas »	17	**19**	**+2**
Mensonges, promesses non tenues	18	**15**	**-3**
Dette, déficits, finances publiques	15	**12**	**-3**
Préfère l'international à la France	8	**9**	**+1**
Pouvoir d'achat, vie chère	9	**8**	**-1**
« Président des riches », injustice sociale	9	**7**	**-2**
Dissolution, pratique du pouvoir	3	**4**	**+1**
Gestion du mouvement social, des manifestations	0,3	**4**	**+4**
Fin de mandat, usure	2	**3**	**+1**

Base : personnes ne faisant pas confiance à Emmanuel Macron.

Le reproche glisse du « comptable » vers l'« action ». Les critiques portant sur la dette (-3 points) et sur les promesses non tenues (-3) refluent légèrement, au profit de celles qui visent l'incapacité à agir et à gouverner (+4) : « *Il semble dépassé par la situation du pays depuis plusieurs mois* », « *Il parle mais il ne fait rien* », « *Aucun cap, aucune réforme d'envergure* ». La figure qui se dessine est moins celle d'un Président comptable d'un passif que celle d'un Président « n'ayant pas la main ».

[2] Questions ouvertes « Quelles sont toutes les raisons pour lesquelles vous faites / ne faites pas confiance à… ? », posées aux personnes faisant / ne faisant pas confiance à chacun.

La gestion du mouvement social s'invite parmi les motifs de défiance. Quasi absente en septembre (0,3%), elle est évoquée spontanément par 4% des défiants. Les verbatims convergent sur le registre de l'absence et du retard : « *En déplacements lors des manifestations* », « *La France est actuellement en pleine émeute […] et monsieur le président préfère être en vacances* », « *Manque de réactivité sur la situation des lycéens et étudiants* », « *Très mauvaise gestion des mouvements sociaux* ». S'y ajoute, plus discrètement, le thème de la fin de règne (3%, +1) : « *Il est en fin de mandat donc il ne fera plus rien jusqu'à l'élection, or les problèmes de la France ne pourront pas attendre* ».

Le réservoir des « déçus » s'élargit. Un quart des Français (25%, +3) déclarent avoir fait confiance à Emmanuel Macron et ne plus lui faire confiance aujourd'hui ; la part de ceux qui ne lui ont jamais fait confiance progresse moins (49%, +2) et celle des « ralliés » recule (7%, -3). Les déçus ne parlent pas comme les opposants de toujours : ils invoquent davantage le bilan (30%), la dette (16%) et la dissolution (7%), quand ceux qui ne lui ont jamais fait confiance mettent en avant le mépris (20%) et le mensonge (17%). Les clivages partisans demeurent lisibles : « président des riches » à gauche (18%), priorité donnée à l'étranger au détriment de la France chez les proches du RN et de Reconquête (13%), dette chez les Républicains (24%).

Chez ceux qui lui font encore confiance, les ressorts se font plus défensifs. Compétence et expérience (20%), bilan et réformes (16%), stature internationale (12%) et gestion des crises successives (8%) restent les principaux arguments. Mais les justifications « par défaut » progressent (10%, +4 : « *le moins pire* », « *qui d'autre ?* », « *pas extrémiste comme LFI et le RN* », « *il n'est pas raciste* »), de même que celles reposant sur la seule légitimité de la fonction (7%, +3 : « *c'est le Président* ») ou sur l'horizon de la fin du mandat (3%, +3 : « *Tenir le cap jusqu'à l'élection* »). La confiance résiduelle s'adosse moins à une adhésion qu'à une forme de loyauté institutionnelle.

Envers Sébastien Lecornu, la défiance demeure d'abord une défiance par ricochet. Près de quatre défiants sur dix (39%, +4) le rattachent spontanément à Emmanuel Macron : « *Macron bis* », « *il suit Macron* », « *aux ordres de Macron* ». Ce registre progresse particulièrement chez les sympathisants de gauche (39%, +7) et chez les Français sans préférence partisane (33%, +4). Viennent ensuite l'inefficacité et le manque d'envergure (26% : « *transparent* », « *n'a pas l'étoffe d'un Premier ministre* ») puis la politique menée (11% : budget, retraites, taxes). La crise sociale n'est citée qu'à la marge (2%), mais dans des termes proches de ceux adressés au Président : « *N'a pas pris de décisions avant les manifestations* ».

À l'inverse, la confiance qui lui est accordée se consolide et change de nature. Ceux qui lui font confiance invoquent d'abord son sérieux et sa compétence (26%) et le fait qu'il « fait ce qu'il peut dans un contexte difficile » (22%, +5), mais aussi, de plus en plus, son courage et sa ténacité (10%, +5) et sa capacité à assurer une forme de stabilité (5%, +3) : « *Il a réussi à former et tenir un gouvernement là où les autres ont*

échoué après la dissolution », « *Beaucoup de courage dans la situation difficile de la France* », « *Il est beaucoup plus impliqué qu'Emmanuel Macron* ». Pour ses soutiens, Sébastien Lecornu apparaît comme un Premier ministre de la tenue et de l'endurance, et non plus seulement comme le délégué du Président : c'est sans doute ce qui lui permet de traverser la séquence sans subir le décrochage présidentiel.

Raisons spontanées de la confiance ou non confiance en Sébastien Lecornu (en %)

Motifs évoqués (Question ouverte, réponses spontanées)	Septembre 2026	Octobre 2026	Évolutions
Lui font confiance			
Sérieux, compétence, travail	24	**26**	+2
Fait ce qu'il peut dans un contexte difficile	17	**22**	+5
Bonnes idées, décisions, réformes	8	**12**	+4
Courage, ténacité	5	**10**	+5
Honnêteté, qualités personnelles	9	**10**	+1
Stabilité, budget	2	**5**	+3
Ne lui font pas confiance			
Aligné sur Emmanuel Macron, sans autonomie	35	**39**	+4
Inefficacité, inaction, manque d'envergure	25	**26**	+1
Politique menée (budget, retraites, taxes…)	13	**11**	-2
Malhonnêteté, manque de fiabilité	13	**12**	-1
Méconnaissance de la personnalité	7	**6**	-1
Impuissance (absence de majorité)	2	**4**	+2
Mouvement social, manifestations	0,2	**2**	+2

Les autres personnalités : la droite et l'extrême droite tirent parti de la séquence

À l'extrême droite, **Marine Le Pen (43%, +4) et Jordan Bardella (42%, +3) progressent** et creusent l'écart avec l'ensemble des autres personnalités testées. Leur progression est sensible auprès des Français sans préférence partisane (respectivement 29%, +8, et 27%, +7) et, pour Marine Le Pen, auprès des sympathisants des Républicains (50%, +5). Marion Maréchal (31%, +1) et Éric Ciotti (29%, +3) se maintiennent à un niveau élevé.

À droite, la séquence profite aux Républicains. Bruno Retailleau regagne 5 points (28%) et dépasse son niveau d'août, porté par une nette remobilisation de ses sympathisants (82%, +22). **David Lisnard enregistre la plus forte progression du mois (26%, +7)**, auprès des sympathisants des Républicains (64%, +29) comme de ceux du bloc central (34%, +15) et du RN (31%, +11). Après son net repli de septembre, Xavier Bertrand se redresse en partie (21%, +4), comme Valérie Pécresse (18%, +4), Laurent Wauquiez et Gérard Larcher (17%, +3 chacun). Au gouvernement, Gérald Darmanin conforte sa place de ministre recueillant le plus haut niveau de confiance (32%, +4), devant Laurent Nuñez (25%, +2) et Catherine Vautrin (23%, +2). Dans une séquence marquée par les violences, les personnalités associées à l'ordre et à l'autorité semblent tirer leur épingle du jeu.

Laurent Nuñez présente un profil singulier. Sa confiance se redresse légèrement (25%, +2) après le point bas de septembre (23%), mais demeure en deçà de son niveau du premier semestre (entre 28% et 31% de janvier à mai), l'érosion s'étant amorcée dès juin. Surtout, la séquence l'a fortement exposé : la part de Français qui ne le connaissent pas ou ne se prononcent pas baisse de 9 points (17%, contre 26% en septembre). Il s'avère que ces nouveaux avis se portent bien davantage vers la défiance (58%, +7, dont 39% « pas du tout confiance », +6) que vers la confiance (+2).

Sa structure de confiance est celle d'un ministre du bloc central plus que d'une figure de l'ordre : il recueille la confiance de 63% des sympathisants d'Ensemble, de 54% des électeurs d'Emmanuel Macron en 2022 et de 43% des Français qui se situent au centre, mais de seulement 37% des sympathisants des Républicains (contre 47% à 57% au premier semestre), 18% des proches du RN et 17% des Français sans préférence partisane. Il se distingue en cela de Gérald Darmanin, dont l'assise à droite (59% des sympathisants LR, 28% des proches du RN) explique largement le niveau de confiance. Comme attendu, et au regard de la situation actuelle, le socle du ministre de l'Intérieur s'effrite à gauche (22% des sympathisants de gauche, contre 31% à 32% au printemps).

David Lisnard : une percée en octobre, encore à confirmer

Pendant cinq mois, la confiance en David Lisnard est restée stable, autour de 17 à 19%. **Octobre marque une rupture : 26% des Français lui font confiance (+7 en un mois, +8 depuis mai).** Il s'agit de la personnalité connaissant la plus forte progression ce mois.

- **Une notoriété qui s'élargit et se convertit favorablement.** La part de Français qui ne le connaissent pas ou ne se prononcent pas recule de 11 points depuis mai (25%). Les nouveaux « connaisseurs » se partagent nettement à son avantage : +8 points de confiance, contre +3 de défiance.
- **Un profil de jonction entre les droites.** Sa progression est la plus forte à droite (64% des sympathisants LR, contre 33% en mai) mais elle touche aussi le bloc central (34%, +10 depuis mai) et les proches du RN (31%, +14). Elle est nette chez les Français qui se situent au centre droit (52%, contre 16% en juillet). Il génère de la confiance à la fois les électeurs de Valérie Pécresse (59%) et d'Éric Zemmour (56%) en 2022, et progresse chez ceux d'Emmanuel Macron (33%, +13 depuis mai) comme chez ceux de Marine Le Pen (32%, +15).
- **Une confiance plus intense.** Les Français qui lui font « tout à fait » confiance ont doublé (10%, contre 5% en mai).
- **Une dynamique nette et circonstanciée ?** La « percée » intervient dans une séquence (mouvement social, violences, attente d'ordre) qui profite à l'ensemble des personnalités de droite. Il faudra vérifier dans les prochaines vagues qu'elle ne relève pas seulement de la conjoncture.
- **Un profil sociologique encore étroit.** Il suscite plus de confiance auprès des hommes (30%) que des femmes (23%), des personnes âgées de 65 ans et plus (35%) que des plus jeunes, des diplômés du supérieur (33%) que des catégories populaires et des habitants de la région parisienne (33%, région avec une sur-représentation de cadres) et du Sud-Est (32%, avec un effet probable de « régional de l'étape).

▪ **Une concurrence directe à droite.** Bruno Retailleau le devance en termes de confiance (28%) notamment auprès des sympathisants LR (82% contre 64%).

Le bloc central, logiquement, *marque le pas* : Édouard Philippe se stabilise (27%, =), Jean-Louis Borloo (25%, -2) et Gabriel Attal (24%, -2) reculent légèrement. À gauche, **Raphaël Glucksmann regagne 3 points (26%)** et renforce son assise auprès des sympathisants socialistes (70%, +9) ; François Hollande est stable (22%). **Jean-Luc Mélenchon recule d'un point (16%) mais progresse chez les Insoumis** (91%, +8).

Au total, octobre dessine une configuration singulière : un mouvement social largement soutenu, porté d'abord par la gauche, qui accentue la défiance envers l'exécutif (et singulièrement envers le Président) sans bénéficier aux personnalités de gauche, mais plutôt à celles qui incarnent, à droite et à l'extrême droite, l'ordre et l'alternance. Le Premier ministre, lui, tient : moins par adhésion à sa politique que par la reconnaissance, chez ses soutiens, d'une forme de « courage dans la tempête ».

Jean-Daniel Lévy

Directeur Délégué

Toluna-Harris Interactive France

Méthodologie : Baromètre de confiance politique réalisé par Toluna-Harris Interactive en ligne du 27 au 29 octobre 2026. Échantillon de 1 041 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e). Les questions sur le mouvement de protestation contre la vie chère ont été posées simultanément, auprès du même échantillon. Comparaisons avec la vague réalisée du 22 au 24 septembre 2026 auprès de 1 017 personnes.

Contact



Jean-Daniel Lévy
Directeur délégué. Toluna-Harris Interactive
jdlevy@toluna.com

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que la méthode d'enquête, les dates de réalisation, la taille de l'échantillon, le nom de l'institut – Toluna Harris Interactive – et le commanditaire.

À propos
Toluna - Harris Interactive, partenaires des études agiles pour penser le monde de demain.
Toluna révolutionne le monde des insights consommateurs et citoyens en combinant technologie innovante et accès direct en temps réel à la plus grande communauté mondiale dédiée aux études.
Harris Interactive regroupe les meilleurs experts et accompagne tous types de clients à prendre les bonnes décisions, avec un temps d'avance.